

aujourd'hui, non seulement au niveau de la circonscription, mais à l'échelon national, et nous nous rendons bien compte que, par son attitude et ses actions, le gouvernement fédéral établit le large cadre économique dans lequel tous les canadiens doivent vivre. Étant donné ce fait, on peut facilement comprendre que par sa position modifiée, qui montrent les deux derniers budgets, le gouvernement, ne peut s'empêcher de semer l'étonnement et la confusion dans l'esprit du grand public quant à la voie dans laquelle il conduit notre pays. Le dilemme a été clairement exposé par le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) vendredi dernier, lorsqu'il a posé la question suivante:

• (1610)

Comment faire confiance à un gouvernement qui, en l'espace de quelques mois seulement, a accepté tant de choses qu'il rejetait auparavant, rejetant en contrepartie tant de choses que, il y a quelques mois à peine, il acceptait si volontiers.

Étant donné que ma circonscription renferme une bonne partie des terres arables assez restreintes en Colombie-Britannique, je voudrais d'abord parler du Canada rural. Du point de vue économique et social, le Canada rural est en période de crise en 1973 et les politiques du gouvernement actuel ne fond à peu près rien pour supprimer la cause même de cette crise. Ces problèmes sont dus en partie aux pertes grandissantes de main-d'œuvre au profit des villes. Économiquement, le Canada rural souffre d'une perte générale de revenu net, perte qui s'est amplifiée au cours des quatre dernières années. En 1951, par exemple, 37.05 p. 100 de la population canadienne était rurale. En 1961, la proportion était descendue à 30 p. 100 et en 1971, à 23.6 p. 100. La cause de cet exode vers les villes est facile à découvrir si on se rend compte qu'en 1969, 36 p. 100 des familles des milieux ruraux étaient en deçà du seuil de pauvreté établi par Statistique Canada. Dans le cas des célibataires dans les régions rurales, le pourcentage grimpait à 50.4 p. 100.

De même, quatre cultivateurs canadiens sur dix se voient obligés de s'occuper dans une certaine mesure à des tâches non agricoles. Il arrive très souvent que ce revenu d'appoint ne fait que les porter au seuil de pauvreté. Il n'est pas étonnant alors que beaucoup de cultivateurs aient abandonné la terre et soient venus dans les villes pour essayer de trouver un moyen de subsistance. Dans bien des cas, ces personnes n'ont pas les aptitudes voulues pour travailler dans l'industrie et c'est pourquoi ils vont grossir le nombre des assistés sociaux.

L'agriculture au Canada est encore aux prises avec de graves problèmes. L'un d'eux est la diminution du revenu agricole net. Si l'on examine ces données, on se rend compte jusqu'à quel point ce problème est devenu crucial. C'est au cours de cette période de décroissance du revenu que l'inflation et le coût de la vie ont été les plus élevés. Il incombe au gouvernement de s'assurer que personne ne souffre de la pression des prix, que le revenu de tous soit suffisant pour se procurer les choses essentielles à la vie. Je dirais que sur ce point, le gouvernement a failli à son

#### *Le budget—M. Patterson*

devoir, notamment en ce qui concerne la situation des Canadiens en milieu rural agricole. L'accroissement des frais de production n'a sûrement pas été suivi d'une hausse des prix des produits agricoles.

Je voudrais attirer l'attention aujourd'hui sur une ou deux questions précises mais parce que le temps me manque, je devrai peut-être me contenter de rappeler aux députés le discours prononcé hier par mon collègue, le député de Kent-Essex (M. Danforth) qui a fait ressortir une des plus graves situations auxquelles on a fait allusion dans le budget.

La Colombie-Britannique est peut-être la province du Canada qui se trouve dans la position la plus vulnérable en ce qui concerne les tarifs agricoles, principalement en raison de sa situation. Immédiatement au sud de la Colombie-Britannique, se trouvent les États de Washington et de l'Idaho qui à eux deux produisent de loin le volume de pommes de terre le plus important de toutes les régions de l'Amérique du Nord. En outre, l'État de Washington est un grand producteur de la plupart des légumes courants.

La Colombie-Britannique a déjà ressenti les effets du développement rapide de la production du sud; un exemple frappant est l'écroulement de la structure du marché des fraises destinées à la mise en conserve, à la suite de la brusque hausse de la production au Mexique en 1970-1971. L'afflux de fraises qui en résulte sur le marché nord-américain amena les prix américains et ceux de la Colombie-Britannique à un niveau nettement inférieur au coût de production. A ce moment-là, ce secteur de l'industrie qui demande beaucoup de main-d'œuvre rapportait environ 6 millions de dollars par an à la province.

A la lumière de cette expérience, on se rend facilement compte que l'industrie des fruits et légumes de ma province craint beaucoup de voir sa situation, qui est déjà nettement vulnérable aux pressions externes, gravement endommagée par cette réduction des droits de douane, les concessions sont unilatérales et nous perdrions par conséquent notre place dans les négociations avec les nations étrangères en ce qui concerne les tarifs douaniers. Je dirais que la réduction des droits de douanes rend non seulement nos producteurs très vulnérables, en accroissant considérablement la difficulté pour eux de poursuivre leurs activités, mais qu'elle aura également des effets désastreux sur l'emploi au Canada, car nous savons tous que l'industrie agricole fournit un grand nombre d'emplois.

A l'exception du sud de l'Ontario et des Prairies, environ les trois quarts de toutes les fermes canadiennes sont considérées comme des petites fermes selon leur recensement de Statistique Canada de 1966 et ce sont ces petites fermes qui souffrent des politiques agricoles stupides de ce gouvernement. C'est ce qui d'après moi, inquiète un grand nombre de Canadiens actuellement. Les forts peuvent prendre soin d'eux-mêmes, mais les pauvres sont écrasés non seulement par les forts mais aussi par le gouvernement, par les impôts, par l'inflation et par la hausse du coût de la vie.